

Bonnes vacances
à ceux qui partent !
Patience pour les
autres...

l' étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des



travailleurs communiste révolutionnaire -

mardi 28 juin 2011

Le bras-de-fer des travailleurs grecs avec les banques françaises et allemandes

Après avoir fait payer la crise aux Grecs une première fois en mai 2010, le gouvernement socialiste du pays s'apprête à en remettre une deuxième couche cette semaine.

Ce nouveau plan d'austérité est exigé par ses créanciers, notamment les banques françaises et allemandes. Après avoir largement poussé à la constitution de cette dette, ils exigent aujourd'hui de récupérer leurs billes. Et se livrent à un véritable chantage. Ou bien le gouvernement passe outre les diktats des financiers internationaux, et il ne pourra emprunter qu'à des taux exorbitants. Ou bien il se plie à leurs exigences, et il brade ce qui peut l'être des entreprises et du patrimoine publics.

Dans tous les cas, la crise est d'abord une aubaine pour les spéculateurs, un moyen de renforcer leur emprise sur l'économie du pays.

C'est d'autant plus scandaleux que, contrairement à ce qu'on entend parfois dire dans nos médias, la population n'y est pour rien. Comme chez nous, l'essentiel des ristournes ou exemptions d'impôt bénéficie au patronat. C'est lui également qui est responsable de l'essentiel de la fraude sur les systèmes de Sécurité sociale.

Une attaque brutale contre la classe ouvrière

Ce n'est pourtant pas lui qui va payer. Les Grecs seront soumis à l'impôt à partir de 8 000 euros de revenus annuels, contre 12 000 avant. Mais les armateurs – et l'Église orthodoxe – gardent leurs exemptions.

Haro sur les pensions de retraite, les allocations familiales ou chômage, mais pas touche au budget de l'armée ; les marchands d'armes français et allemands doivent faire des affaires. Une nouvelle taxe frappe les revenus, et la TVA augmente. Mais les seuls patrons mis à

contribution sont l'équivalent de nos auto-entrepreneurs, autrement dit des travailleurs qui créent eux-mêmes leur petit boulot mal payé.

Au final, le remède risque de prolonger la crise. Les privatisations devraient rapporter 50 milliards d'euros à l'Etat. Mais elles le priveront aussi de revenus. Les salariés, les retraités, les chômeurs devront eux aussi couper dans leurs dépenses. Cette baisse de la consommation risque de se traduire par de nouveaux licenciements, alors que seul un départ à la retraite sur dix dans la fonction publique sera remplacé !

Vers une riposte ?

Mais la population et les travailleurs grecs ne sont pas prêts à se laisser faire. À l'image des « indignés » espagnols, un « mouvement des places » est apparu depuis fin mai. Le 5 juin, à son appel, 300 000 personnes manifestaient à Athènes et des dizaines de milliers d'autres dans les grandes villes. Dix jours plus tard, une grève suivie selon les secteurs par 80 à 100 % des salariés paralysait le pays. Les principales directions syndicales avaient appelé à rejoindre le « mouvement des places » pour redorer un blason largement terni par leurs liens avec les socialistes au pouvoir et leur manque de détermination à contrer ses plans d'austérité. Plusieurs dizaines de milliers de Grecs ont encerclé le Parlement tandis que les socialistes négociaient vainement avec la droite la formation d'un gouvernement commun, dans une atmosphère de crise politique.

Mardi et mercredi aura lieu une nouvelle grève générale. Pas seulement indignés mais déterminés – comme ils le disent eux-mêmes – à parer les mauvais coups annoncés, la population et les travailleurs grecs ne comptent que sur leurs propres forces. Et ils ont bien raison. Leur combat nous concerne de près.

Pari tenu

Durant 5 mois, du 27 janvier au 24 juin, entre 200 et 600 salariés du Technocentre se sont retrouvés 18 fois pendant leurs 20 mn de pause, mais aussi pour deux débrayages d'une heure. Preuve d'un profond mécontentement sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

Vendredi dernier, les salariés ont voté la suspension des rassemblements pendant l'été et se sont donnés rendez-vous à la rentrée, la tête haute !

Le parrain, c'est d'abord du cinéma

La direction s'est fendue d'un communiqué interne pour annoncer la possibilité pour chaque salarié de parrainer un candidat à l'embauche. Seulement elle a oublié de préciser les profils de postes qu'elle veut recruter, entraînant un grand cafouillage tant sont nombreux les salariés qui connaissent un demandeur d'emploi autour d'eux.

De là à penser que ce parrainage est d'abord une opération de com' interne visant à masquer les baisses d'effectifs continues depuis des années...

La messagerie pas rose

NOUMEA, un nom qui devrait faire rêver... Rien de tel avec la NOUvelle MESSagerie avec Agenda qui a remplacé le webmail à Renault.

Côté messagerie, on ne retrouve plus rien car les mails sont supprimés au bout de 90 jours. Côté agenda, celui-ci se révèle accessible, surtout à ses supérieurs qui en profitent pour coller des réunions dans les créneaux libres. Une conception des outils informatiques peu respectueuse des salariés.

Magasin en solde

Après le magasin du CRPM à Rueil, Renault veut basculer le magasin du CRPV chez Vestalia, le GIE Veolia-Renault. Une façon de l'externaliser en douce dans le but de baisser les coûts, comme c'est en train de se passer pour d'autres activités : courrier, logistique, maintenance...

La direction promet que les salariés Renault garderont leur statut. Mais ils seront sous management Veolia (pratique pour les promos qui continuent à dépendre de Renault) et subiront des pressions pour passer chez Veolia. Sans compter les tensions avec le reste des Renault qui ne seront plus que des « clients ». Le magasin n'est pas à vendre.

Tarifs épicés

Le Technocentre va connaître une nouvelle augmentation des prix de la restauration le 1^{er} juillet : 1,24 % en moyenne, c'est à dire bien plus en réalité pour certains plats.

Les questionnaires d'Avenance ne parlent jamais des prix. Et Renault ne communique pas plus sur le montant de sa subvention par repas. A croire que ces directions-là n'ont pas intérêt à la transparence.

Des classes de découverte pour adultes

Dans certains secteurs, la hiérarchie veut imposer des formations de « découverte » des autres métiers. Ces séances de 4h sont obligatoires et débitées du CEF : un débit aussi illégal que celui des métiers Days, et qui permet à Renault de vider les compteurs et de toucher des subventions.

Par contre, quand un salarié veut utiliser son CEF pour changer de métier ou faire une formation qualifiante, Renault lui refuse. Et puis 5 ans avant la retraite, le CEF est transposable en RTT. Et rien ne vaut la découverte... de la vie hors de Renault.

Victime d'un excès de commandes !

Alors que les ventes Renault de mai sont en baisse de 4,1 % en France par rapport à mai 2010, Jérôme Stoll évalue à 50 000 en Europe le nombre de commandes que Renault ne pourra pas honorer au 1^{er} semestre, à cause notamment de l'insuffisance des stocks. Des stocks réduits pour augmenter le free cash flow, alors que des sites alternent chômage technique et samedis travaillés !

Le directeur commercial de Renault invoque d'autre part des problèmes d'approvisionnement liés au tsunami. L'autre tsunami, bien français celui là, c'est celui qui a frappé de nombreux fournisseurs, jugés pas assez productifs ou rentables par les constructeurs.

Des batteries de promesses

Interpellée par la CGT de Flins, Renault a finalement invoqué des « problèmes techniques » pour justifier un « retard » dans la construction de l'usine de batteries. Un « retard » qui pourrait se prolonger puisque la direction a refusé de donner une date de démarrage.

Ghosn et Estrosi, alors ministre de l'industrie, s'étaient pourtant déplacés à Flins en novembre 2009 pour signer un protocole entre Renault, Nissan, le CEA et le Fonds Stratégique d'Investissement pour la création d'une entreprise de fabrication de batteries, « d'une production de 100 000 batteries par an au démarrage en 2012. »

Pour nos emplois et des embauches, il ne faudra compter que sur une lutte d'ensemble.

Trafics en tout genre à Sandouville

L'usine Renault de Sandouville sera fermée huit semaines en août et en septembre pour démonter une des deux lignes d'assemblage, libérant de l'espace en vue de l'arrivée du Trafic en 2013.

Ces travaux tombent dans le cadre du nouvel accord Renault sur le chômage partiel, qui prévoit le recours au chômage en cas de difficulté économique, mais aussi en cas de « transformation » et de « modernisation de l'entreprise ». Faire payer ses travaux d'arrêt par les salariés et l'Etat. Un comble !